

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 29/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONDELEZ International

Route de Clisson - BP 38
44690 La Haie-Fouassière

Références : SRNT-2023-0834
Code AIOT : 0006301415

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2023 dans l'établissement MONDELEZ International implanté Route de Clisson BP 38 44690 La Haie-Fouassière. L'inspection a été annoncée le 22/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée suite à la transmission de résultats d'analyse mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L dans un circuit des tours aéro-réfrigérantes du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONDELEZ International
- Route de Clisson BP 38 44690 La Haie-Fouassière
- Code AIOT : 0006301415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une biscuiterie industrielle produisant, sur plusieurs lignes de production, des biscuits sucrés et salés. L'exploitation des installations de production de froid est confiée par l'exploitant à une société sous-traitante spécialisée en maintenance et production d'énergies.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention du risque légionelle
- Produits biocides

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Analyse méthodique des risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	État des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Procédure obligatoire : arrêt immédiat dispersion	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Procédures obligatoires en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Plan de Surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Surveillance de la concentration en Legionella pneumophila et actions curatives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a	Mesures d'urgence	3 mois
12	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, articles 4 et 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Délai de prise en compte des résultats d'analyse	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suivi de l'installation : nettoyage préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c	Sans objet
9	Produits chimiques : déclaration BioCID	Code de l'environnement, article L522-2	Sans objet
10	Produits biocides : statut vis-à-vis du règlement européen	Règlement européen du 22/05/2012, articles 17, 65 et 89	Sans objet
11	Identification du point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations de production de froid par dispersion d'eau dans un flux d'air (tours aéro-réfrigérantes, classées sous la rubrique 2921 de la nomenclature ICPE), sont dans un état dégradé, dont l'exploitant a connaissance depuis plusieurs années.

Un dépassement du seuil de concentration en *legionella pneumophila* de 100 000 UFC/l dans l'eau du circuit des tours aéro-réfrigérantes C1 et C2 a été constaté en septembre 2023.

L'encrassement résiduel des installations, la présence de fuite(s), l'absence d'analyse méthodique des risques actualisée et de mise à jour des autres documents obligatoires ne permettent pas de garantir l'efficacité des actions correctives menées par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Analyse méthodique des risques (AMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques (AMR)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en oeuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement

normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;

- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;

- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;

- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'AMR transmise par l'exploitant en amont de l'inspection est incomplète. Elle présente de nombreuses lacunes (liste non exhaustive) :

- le document est daté du 02/06/2021, alors que l'AMR doit être revue au minimum une fois par an, ainsi qu'après un changement de stratégie de traitement (dernier changement en juin 2023) ;

- le nom et contact des sociétés en charge de la conduite et maintenance et du traitement d'eau ne sont pas à jour ;

- aucun plan ou schéma des installations ne figure dans le document ;

- les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation ne sont pas assez développés. En particulier la situation rencontrée en août, à savoir des TAR en fonctionnement lorsque la production du site est à l'arrêt, ne semble pas avoir été étudiée. À ce sujet, il est mentionné dans le tableur « RONDE TAR » transmis par l'exploitant, en semaine 33 « Pas trop de consommation de produits chimiques car arrêt technique, installations pas trop sollicitées. Valeur de conductivité variable, installations à l'arrêt et redémarrées plusieurs fois ». Plusieurs facteurs de risques sont ici présents et méritaient d'être étudiés dans l'AMR, dont la réduction du traitement chimique causée par la diminution du débit d'eau d'appoint et les modifications de vitesses de circulation de l'eau du circuit dans les canalisations.

Ainsi, l'analyse des points critiques de l'installation doit être actualisée et complétée, afin de tenir compte de tous les facteurs de risque liés à la conception, l'implantation, le mode de fonctionnement, les configurations hydrauliques attendues et des situations pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles.

L'AMR présentée ne permet donc pas à l'exploitant d'assurer la maîtrise du risque de prolifération et de dispersion de légionelle.
L'exploitant procédera à la mise à jour de ce document. Pour ce faire, il pourra utilement consulter les informations et documents accessibles sur le page internet aida.ineris.fr , page « Tours aéroréfrigérantes » (AIDA > INSPECTION ICPE > Air > Prévention de la légionellose > Tours aéroréfrigérantes) en particulier les parties 1 et 2 du guide pour la réalisation de l'analyse méthodique des risques de prolifération de légionelles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N°2 : Suivi de l'installation : nettoyage préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'installation
Prescription contrôlée : c) Nettoyage préventif de l'installation Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.
Constats : Un nettoyage préventif des installations a été réalisé par la société AQS les 20 janvier et 2 février 2023. Le rapport d'intervention a été remis lors de l'inspection, il fait mention d'un nettoyage mécanique et d'un traitement chimique.
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : État des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'installation
Prescription contrôlée : 2. Entretien préventif de l'installation L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires.
Constats : La consultation du rapport d'intervention du nettoyage annuel des 20 janvier et 2 février 2023, ainsi que la visite des installations (le circuit étant en eau lors de l'inspection, seul l'extérieur des TAR a été observé) indiquent un état très dégradé des installations. Des fuites continues et relativement importantes ont été constatés lors de la visite, en particulier sur la TAR C2. Le circuit était en cours de traitement chimique, mais la présence de ces fuites remet en cause l'efficacité de ce traitement, la concentration en produit biocide ne pouvant être maîtrisée. De plus, il est fait mention dans le rapport d'intervention de la présence de corrosion (forte sur les

<p>parois internes et les crépines des 2 TAR) et de tartre (forte sur les pare-goutelettes des 2 TAR, et forte également sur les parois internes, le bassin et la crépine de la TAR C2). Les pare-goutelettes et crépines des 2 TAR sont indiqués comme étant à remplacer.</p> <p>La présence de mousse ou lichen a également été constatée lors de la visite sur les parois extérieures.</p> <p>Les installations sont, d'après l'exploitant, trop fragiles pour permettre un nettoyage chimique et mécanique plus important sans risquer leur détérioration définitive.</p> <p>Cet état est manifestement connu de l'exploitant depuis plusieurs années, car l'AMR fait apparaître depuis la révision de juin 2020 "compte tenu de l'âge de C1 (17 ans) et de la durée de vie constructeur (15 ans), une réflexion doit être menée pour prévoir en 2021 le remplacement de C1 puis en 2022 le remplacement de C2 par des IRDEFA ou des dispositifs alternatifs".</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N°4 : Délai de prise en compte des résultats d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Actions à mener en cas de prolifération de légionelles</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel [...]</p> <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le laboratoire a transmis les résultats d'analyse faisant état des dépassements du seuil de 100 000 UFC/L le jeudi 14/09/2023. Or les installations n'ont été mises à l'arrêt que le lundi 18/09/2023.</p> <p>Il se trouve que le destinataire du message du laboratoire (sous-traitant en charge de l'exploitation des TAR) était absent la semaine du 14/09/2023, il n'était donc pas en mesure de relever ses courriels et de transmettre l'information à l'exploitant. En conséquence, la dispersion des installations a continué de fonctionner 4 jours supplémentaires après la transmission des résultats par le laboratoire, ce qui constitue une non-conformité.</p> <p>L'entreprise sous-traitante a mentionné lors de l'inspection avoir déjà pris des mesures pour que la situation ne se reproduise pas, en complétant la liste des destinataires des rapports d'analyse.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N°5 : Procédure obligatoire : arrêt immédiat de la dispersion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c

Thème(s) : Risques chroniques, Procédures obligatoires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production <p>Définition :</p> <p>« Arrêt de la dispersion via la ou les tours » : arrêt de la dissémination d'aérosols dans l'atmosphère par le biais de la ventilation. En fonction des types de tour et des caractéristiques du circuit et du procédé refroidi, il peut prendre la forme d'un arrêt des ventilateurs, d'un arrêt de la source chaude (tours à tirage naturel notamment), d'un arrêt complet de l'installation.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection un document intitulé « Procédure n°4 – 4 notions d'arrêt », qui comporte en page 6 des indications concernant l'arrêt immédiat de la dispersion. Cependant, il s'agit d'une procédure type fournie par le traiteur d'eau, qui doit être adaptée au site pour être efficace. En particulier, les champs « nom du site », « ref », « date », « validé par » ne sont pas renseignés, et les photos d'illustration ne correspondent pas aux installations propres au site. L'adéquation des consignes figurant dans cette procédure aux installations de l'exploitant doit également être contrôlée.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N°6 : Procédures obligatoires en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures obligatoires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance [...] précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>Constats :</p> <p>Le document intitulé « Manuel d'exploitation », dont la version du 27/09/2023 a été remise au cours de l'inspection, comporte un protocole « Mesures à prendre en cas de mise en évidence d'une prolifération de <i>Legionella pneumophila</i> supérieure à 100 000 UFC/l ».</p> <p>Ce protocole prévoit en premier lieu l'information de l'inspection des installations classées et l'arrêt de la dispersion.</p> <p>La deuxième étape décrite consiste à nettoyer la tour, en commençant par un traitement chimique choc. Or, l'exploitant a déclaré avoir remis en service les installations sans la dispersion avant de réaliser ce traitement choc, afin d'effectuer des prélèvements de l'eau du circuit et de l'eau d'appoint pour analyse. Cette étape n'est pas indiquée dans la procédure.</p> <p>Il conviendra donc, si l'exploitant confirme le souhait de mener ces analyses complémentaires</p>

avant traitement choc, de le mentionner dans la procédure (en prenant des précautions afin que cette étape supplémentaire ne puisse être à l'origine d'une dispersion d'eau contaminée dans l'environnement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N°7 : Plan de Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. Surveillance de l'installation</p> <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions.</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un ensemble de paramètres à surveiller est décrit dans le manuel d'exploitation (V2 du 27/09/2023 remise lors de l'inspection). Pour chacun de ces paramètres est indiqué la période de surveillance (trimestrielle, hebdomadaire, mensuelle), l'intervenant concerné, l'intervalle de valeurs cibles et les actions correctives à mettre en place si une dérive était constatée.</p> <p>L'exploitant a également transmis un tableur intitulé « Ronde - TAR » qui est renseigné chaque semaine avec les relevés ou analyses des différents paramètres tels que les compteurs d'eau, la consommation des produits de traitement, la conductivité ou encore la mesure de l'oxydant libre. Ce document fait aussi apparaître les intervalles de valeurs cibles ; or s'agissant de l'oxydant libre et de la conductivité, ces intervalles ne sont pas identiques dans les 2 documents (Manuel d'exploitation : conductivité entre 1 000 et 1 400 $\mu\text{S}/\text{cm}$ et oxydant libre entre 0,3 et 2,0 mg/l / Ronde TAR : conductivité entre 1 000 et 1 200 $\mu\text{S}/\text{cm}$ et oxydant libre entre 0,1 et 1,0 mg/l). De plus, de nombreuses lignes du tableur font référence à des produits, ou des calculs de dosages qui ne sont plus d'actualité suite au dernier changement de stratégie de traitement, intervenu fin juin d'après l'exploitant. Il est par exemple fait mention des noms des anciens produits de traitement et d'une mesure de chlore total alors que l'oxydant libre est maintenant du brome.</p> <p>De plus, afin que cette façon de procéder (renseigner de façon hebdomadaire un tableur, avec mise en évidence de manière automatique des anomalies) soit opérationnelle, il est important que les résultats des analyses sous-traitées (celles réalisées de façon trimestrielle ou mensuelle par le traiteur d'eau par exemple) soient rapidement saisis.</p>

Enfin, il est constaté que l'application du plan de surveillance actuel, en particulier la mesure de l'oxydant libre n'a pas permis de mettre en évidence la dérive et le dépassement.
Ce plan de surveillance doit ainsi être consolidé. La révision de l'AMR, rendue nécessaire suite au dépassement, engendre la révision du plan de surveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N°8 : Surveillance de la concentration en Legionella pneumophila et actions curatives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la concentration en Legionella pneumophila et actions curatives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L. [...]</p> <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état très dégradé des installations, en particulier les fuites constatées, ne permettent pas à l'exploitant d'assurer l'efficacité des actions curatives engagées. C'est pourquoi il a été prescrit à l'exploitant, par arrêté préfectoral de mesure d'urgence en date du 11/10/2023, la suspension de la dispersion des TAR C1 et C2, jusqu'à ce qu'il soit en mesure d'assurer l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles, et donc de démontrer l'efficacité des actions correctives mises en place afin de prévenir ce risque.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Produits chimiques : déclaration BioCID

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L522-2
Thème(s) : Produits chimiques, Produits biocides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article L522-2 du CE :</p> <p>I.-Le responsable de la mise à disposition sur le marché d'un produit biocide déclare ce produit à</p>

<p>l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail mentionnée à l'article L. 1313-1 du code de la santé publique préalablement à la première mise à disposition sur le marché.</p> <p>Article R522-18 du CE :</p> <p>La déclaration des produits biocides prévue au I de l'article L.522-2 est adressée, par voie électronique, à l'Agence nationale, préalablement à la première mise à disposition sur le marché, sur le territoire national.</p> <p>Elle comporte :</p> <p>1° Le nom du responsable de la mise à disposition sur le marché du produit ;</p> <p>2° Le nom commercial du produit ;</p> <p>3° Le ou les types de produits présentés conformément à l'annexe V du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012 ;</p> <p>4° Le nom et la quantité ou la concentration de chacune des substances actives contenues dans le produit ;</p> <p>5° La classification du produit selon le règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 ;</p> <p>6° La fiche de données de sécurité prévue par l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 ;</p> <p>7° Le type d'usage ;</p> <p>8° Le numéro de dossier figurant sur le registre des produits biocides défini à l'article 71 du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012, ou, le cas échéant, le numéro de l'autorisation de mise à disposition sur le marché du produit ;</p> <p>9° Le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit est destiné.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déclarations BioCID des produits biocides suivants sont disponibles sur le site https://biocid-ances.fr :</p> <ul style="list-style-type: none"> - BWT CS 3016 + (biocide oxydant) - BWT CS 3001 (Biocide oxydant utilisé en traitement choc)
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°10 : Produits biocides : statut vis-à-vis du règlement européen

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, articles 17, 65 et 89</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Produits biocides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 17 du BPR : 1. Les produits biocides ne sont mis à disposition sur le marché ou utilisés que s'ils ont été autorisés conformément au présent règlement.</p> <p>Article 65 du BPR : 1. Les États membres prennent les dispositions nécessaires pour contrôler si les produits biocides et les articles traités mis sur le marché sont conformes aux exigences du présent règlement.</p> <p>Article 89 du BPR : (Mesures transitoires)</p> <p>2. Par dérogation à l'article 17, paragraphe 1, à l'article 19, paragraphe 1, et à l'article 20, paragraphe 1, du présent règlement et sans préjudice des paragraphes 1 et 3 du présent article, un État membre peut continuer d'appliquer son système actuel ou ses procédures actuelles de mise à disposition sur le marché d'un produit biocide donné pendant deux ans à compter de la date d'approbation de la dernière des substances actives à avoir été approuvée contenues dans ce produit biocide.</p> <p>3. Si aucune demande d'autorisation ou de reconnaissance mutuelle simultanée n'a été soumise</p>

conformément au deuxième alinéa: a) le produit biocide n'est plus mis à disposition sur le marché dans un délai de 180 jours après la date de l'approbation de la ou des substances actives; et b) l'élimination et l'utilisation des stocks existants du produit biocide peuvent se poursuivre pendant 365 jours après la date de l'approbation de la ou des substances actives.
Constats : BWT CS 3001 (biocide oxydant utilisé en traitement choc) : La substance active du produit a été approuvée pour son usage en tant que Produits de protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication (TP11) le 01/07/2017. D'après la déclaration sur la plateforme BioCID faite par le fournisseur du produit, une demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM) a été déposée. BWT CS 3016 + (biocide oxydant) : La substance active du produit n'étant pas encore approuvée pour son usage, le produit est en régime transitoire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Identification du point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles [...] Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant.
Constats : Il a été constaté lors de la visite que les points de prélèvement des TAR C1 et C2 étaient repérés sur les installations par un étiquetage.
Type de suites proposées : Sans suite

N°12 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, articles 4 et 5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Article 4 - Collecte des effluents Article 4.1 - Dispositions générales Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les diverses catégories d'eaux polluées. Article 5 - Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejets au milieu 5.1 - Identification des effluents 3 typologies d'effluents sont identifiés, dont : - Eaux industrielles (eaux de lavages, eaux de rétention, eaux des tours aéroréfrigérantes et des purges du circuit de production de vapeur) Réseau de raccordement : Eaux usées Traitement biologique Point de rejet : Station d'épuration de l'usine puis milieu naturel superficiel (conduite communale puis Sèvre Nantaise)

<p>- Eaux pluviales non polluées (eaux de ruissellement des toitures et des voiries)</p> <p>Réseau de raccordement : Eaux pluviales</p> <p>Pas de traitement</p> <p>Point de rejet : Milieu naturel superficiel (fossé puis ruisseau du Pont Baguenaud puis Marais de Goulaine)</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fuites constatées lors de la visite s'écoulent en toiture et ne sont pas collectées. Ces effluents (eau traitée par différents produits de traitement du circuit, notamment des produits anti-tartre, biocides et biodispersant) sont donc orientés vers le réseau de collecte des eaux pluviales et sont rejetés au milieu naturel sans traitement.</p> <p>Ces écoulements doivent cesser ou tout du moins être collectés et dirigés vers le réseau de collecte des eaux usées afin d'être traités avant rejet au milieu naturel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>